

Direction départementale des
territoires

Service environnement,
eau, forêts

Affaire suivie par :

Catherine GARDET

Tel : 04 79 7175 95

Courriel :

catherine.gardet@savoie.gouv.fr

I

SEM VALLOIRE		Date : 29 JAN. 2018	N° 9863	DG	DAF	Ventes
				X	Pistes	BDL

Monsieur le directeur de la
 SEM Valloire-Galibier
 route des Charbonnières
 73540 VALLOIRE

Chambéry, le 18 janvier 2018

Recommandé avec accusé de réception

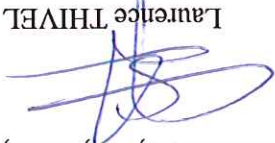
Monsieur le directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, à titre de notification, une copie de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2017 portant complétement à l'autorisation du 8 juin 2006 pour l'alimentation de la réserve en eau utilisée à des fins d'enneigement de culture dite retenue du Lac de la Vieille à Valloire.

Je vous précise que, conformément aux dispositions de l'article R 214-19 du code de l'environnement, je vais faire procéder prochainement, en vue de l'information des tiers, à l'insertion d'un avis relatif à cette autorisation dans deux journaux qui vous adresseront la facture correspondante.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le directeur départemental des territoires,
 la chef du service environnement, eau, forêts,



 Laurence THIVIEL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
des territoires de la Savoie
Service environnement, eau, forêts

ARRETE PREFECTORAL DDT/SEEF n° 2017- 1398
portant complément à l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 8 juin 2006,
pour l'alimentation de la réserve en eau utilisée à des fins d'enneigement de culture
dite retenue du LAC DE LA VIEILLE
Commune de VALLOIRE

LE PREFET de la Savoie,
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement et notamment son article R181-46 ;
VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2013 relatif à l'organisation de la police de l'eau dans le département de la Savoie ;
VU le cahier des charges et particulière ment son article 49, approuvé par l'arrêté préfectoral du 21 avril 2015 relatif à la concession hydroélectrique de Calypso ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 1988 autorisant l'exploitation hydroélectrique de la Neuva chette entre les cotes 1768,3 mNGF et 1432,3 NGF ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 juin 2006 autorisant La Régie Touristique de Vallouire à créer une réserve en eau à des fins d'enneigement artificiel dite retenue du LAC DE LA VIEILLE ;
VU la convention pour l'utilisation de l'eau de la Neuva chette passée le 3 octobre 2016 entre HYDREA et la SEM Vallouire Galibier ;
VU la demande du 7 avril 2017 déposée par la SEM Vallouire Galibier, en vue d'être autorisée à alimenter la retenue du Lac de la Vieille à partir de la Neuva chette en lieu et place de la Vallouirette ;
VU le rapport de la direction départementale des territoires – service chargé de la police de l'eau en date du 6 novembre 2017 ;

Le pétitionnaire entendu

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1 : Modifications de l'arrêté d'autorisation

Le contenu des articles 3.7, 5.1 et 9 de l'arrêté du 8 juin 2006 susvisé, est remplacé par :

Article 3.7 : Alimentation du Lac de la Vieille

Alimentation courante

L'alimentation s'effectue à partir de la prise d'eau existante sur la Neuvachette utilisée à des fins de production hydroélectrique, à l'altitude 1768mNGF.

Le volume maximal annuel prélevable pour l'alimentation du Lac de la Vieille est fixé à 750 000 m³.

Le débit instantané maximal prélevé à la prise d'eau et le débit réservé fixés par l'arrêté du 20 mai 1988 susvisé, restent inchangés (respectivement égaux à 540 l/s, et 100 l/s du 1^{er} octobre au 31 mars, et 200 l/s du 1^{er} avril au 30 septembre).

Alimentation de secours

En cas d'événement rendant non opérationnelle la prise d'eau sur la Neuvachette susmentionnée (travaux effectués par l'exploitant hydroélectrique, crue, etc.), une alimentation de secours est autorisée via la prise d'eau existante sur la Valloirette visée à l'article 3.7 de l'arrêté du 8 juin 2006 susvisé.

Le débit instantané maximal prélevé est fixé à 300m³/h du 1^{er} avril au 31 juillet et à 50m³/h du 1^{er} novembre au 15 février.

Un débit réservé de 400 l/s est maintenu en permanence dans le lit de la Valloirette en aval de la prise d'eau.

Article 5.1 : Consignes d'exploitation

Toute disposition est prise afin d'assurer l'arrêt de l'alimentation de la retenue dès que la cote d'exploitation susvisée est atteinte.

Tout dépassement de cette valeur constitue une anomalie potentielle et doit donner lieu dans les plus brefs délais à une visite des installations. Un dispositif d'alarme est mis en place afin de signaler le dépassement de la cote normale des eaux. Le déclenchement de cette alarme donne lieu dans les plus brefs délais à une visite de l'ouvrage afin de diagnostiquer la situation à l'origine de cette anomalie. Toutes les constatations et mesures réalisées dans ce cadre sont consignées dans le registre du barrage.

Le remplissage de la retenue après l'examen visuel annuel, ne peut débuter que si l'ensemble des ouvrages est en parfait état de service.

D'une manière générale, la détection d'anomalie entraîne l'arrêt immédiat du remplissage de la retenue dans l'attente de la réalisation d'un diagnostic de la situation comme indiqué au 6.3 du présent arrêté. Le service de contrôle en est immédiatement averti.

Article 9 : Suivi des débits prélevés

A des fins de contrôle du respect des accords contenus dans la convention du 16 octobre 2016 et le cahier des charges du 21 avril 2015 susvisés, le pétitionnaire transmet tous les ans, avant le 31 janvier, les volumes d'eau prélevés dans la Neuvachette ou la Valloirette au cours de l'année écoulée au service police de l'eau.

Article 2 : Prise de la Valloirette

La prise d'eau présente sur la Valloirette visée à l'article 3.7 de l'arrêté du 8 juin 2006 susvisé, est rendue non opérationnelle en régime courant.

Article 3 : Mesure compensatoire

Au titre de la hausse du volume prélevé dans la Neuvachette, notamment en période où le débit entrant à la prise d'eau est inférieur au débit d'armement de la turbine, ainsi que de l'augmentation de longueur de tronçon soumis à débit réservé, la SEM Valloire Galilée participe à hauteur de 20 k€ à une opération de restauration de la continuité écologique identifiée par le service police de l'eau.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie et une copie sera déposée en mairie de Valloire pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'opération est soumise, sera affiché en mairie de Valloire pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Savoie pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

Par application de l'article R. 181-50 et suivants du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

1° par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

II.- Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I., les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès du préfet compétent, à compter de la mise en service de l'installation ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, le travail ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.

III.- En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intentier ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours. La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 6 : Exécution et notification

- Le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,
- Le Sous-Préfet de Saint-Jean-de-Maurienne,
- Le Maire de la commune de Valloire,
- Le Directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée au permissionnaire.

Le Préfet

Chambéry, le

10 NOV. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGGER

